

Présentation : économie politique et sociologie du capitalisme avancé

Éric Pineault

Financiarisation du capitalisme
Numéro 55, automne 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1027679ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1027679ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Athéna éditions

ISSN

0831-1048 (imprimé)
1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Pineault, É. (2013). Présentation : économie politique et sociologie du capitalisme avancé. *Cahiers de recherche sociologique*, (55), 5–17. <https://doi.org/10.7202/1027679ar>

Présentation

Économie politique et sociologie du capitalisme avancé

ÉRIC PINEAULT

Le coup de départ de la crise fut donné par la paralysie soudaine des marchés monétaires globalisés au mois d'août 2007 à la suite de l'éclatement de la bulle immobilière américaine dans le marché résidentiel. Ce fut suivi du gel du crédit interbancaire à Londres, puis à New York pendant l'automne, l'effondrement de plusieurs des plus grandes banques d'investissements des deux côtés de l'Atlantique un an plus tard, en 2008, ainsi que de la faillite de grands assureurs de produits financiers. Cette cascade de catastrophes semblait sonner le glas du régime spéculatif né de la globalisation financière. La transmission de la crise financière vers le secteur de production de biens et services, par le resserrement du crédit aux ménages et aux entreprises en Amérique du Nord et en Europe qui accompagna ces développements, devait délégitimer la prétention du secteur financier à orienter la croissance capitaliste. Finalement, la nationalisation de fait de pans entiers de l'oligopole bancaire aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ainsi que l'importance des plans de sauvetage d'oligopoles similaires ailleurs, devaient paver la voie à des changements radicaux dans la régulation des systèmes financiers.

Voilà l'enchaînement des événements débouchant sur la plus importante récession ayant affecté l'économie mondiale depuis 1930. À partir de l'hiver 2009, les économies du centre sombrèrent l'une après l'autre, la croissance

s'estompa, le chômage monta en flèche, nous nous enfoncions dans une crise sans précédent et les gouvernements, de droite, de centre, de gauche, de toutes allégeances confondues, après avoir sauvé leurs banques à coup de milliards, durent maintenant se porter à la rescousse de leur économie réelle à coups de déficits publics, de programmes de relance et de sauvetage de leur secteur manufacturier. Pendant un court laps de temps, le gouvernement des États-unis était propriétaire *de facto* non seulement d'une partie significative de Wall Street, mais aussi de son industrie automobile alors que des millions de ménages sans emploi vivaient sous la menace de perdre leur résidence, dont l'acquisition avait été financée grâce à des hypothèque de type « subprime¹ ».

Bien que cette crise, qui s'est étendue de 2007 à 2010, soit maintenant derrière nous, ses effets économiques, politiques, sociaux et épistémiques définissent encore la conjoncture d'économie politique de nos sociétés. À partir des analyses de Michel Freitag², on peut résumer en trois thèses la dialectique entre crises et développement de la théorie critique du capitalisme avancé pour les sciences sociales contemporaines :

1. Toute crise met à jour, dévoile à sa manière, des structures sociales largement ignorées ou impensées d'une formation sociale. À mesure qu'implosent ou que s'enrayent les régulations sociales usuelles et habituelles d'une économie, des assises plus profondes apparaissent et peuvent faire l'objet d'une analyse critique.
2. Toute crise existe parce qu'elle fait l'objet de représentations sociales et parce qu'elle reçoit des réponses politiques.
3. Une crise de grande ampleur manifeste à sa manière les contradictions fondamentales du capitalisme et renouvelle les perspectives de son dépassement comme forme dominante d'organisation des rapports économiques.

Reprenons tour à tour ces thèses afin d'examiner les effets épistémiques de la crise de 2007-2010 sur la façon dont nous pensons les transformations

1. L'hypothèque subprime est un prêt hypothécaire fait à un ménage dont les revenus, l'avoir ou l'historique de crédit sont en deça de la convention de solvabilité standard à une période donnée. Il s'agit donc d'un prêt risqué, mais qui comporte en contre-partie un rendement plus élevé. Nous savons rétrospectivement qu'une partie significative de ces prêts était en fait des formes prédatrices d'endettement.

2. Sur la notion de crise en général voir Michel Freitag, *Dialectique et Société*, vol. 2, Montréal, Éditions de l'Homme, 1986, chap. 9, p. 181 à 189. Sur la question plus précise des crises du capitalisme voir le Prologue, Michel Freitag, *L'impasse de la globalisation*, Montréal, Écosociété, 2006, p. 7 à 14. Nous avons exploré la question du rapport chez Freitag et Marx entre crise et critique dans Éric Pineault, « Keréi: entre conservatisme ontologique et progressisme radical, une théorie critique du capitalisme est-elle encore possible? », dans Benoit Coutu (dir.), *Actualité de la théorie critique*, Montréal, Éditions libres du carré rouge, 2011.

structurelles et la trajectoire du capitalisme avancé, ce qui forme l'objet du présent numéro.

Que révèle la crise de 2007 à 2010 ?

La crise financière et économique de 2007-2010 a révélé la présence massive et centrale des processus et actifs financiers liquides dans le capitalisme contemporain ; elle nous a montré l'importance des régulations financières de l'accumulation capitaliste, ainsi que la reconfiguration financière des rapports sociaux typiques du capitalisme avancé, en particulier ceux qui se nouent autour de la relation polaire et asymétrique entre salariés et capitalistes. La financiarisation a cessé d'être une simple hypothèse de travail pour quelques économistes critiques, et est devenue une réalité avec laquelle tous les analystes du capitalisme ont dû composer.

Dans l'espace public s'est dégagée très rapidement l'image d'une sphère financière « déconnectée » du réel de la production de biens et services, corrompue par la cupidité, qui grâce à la déréglementation a su imposer ses régulations toxiques et sa dynamique malade à l'ensemble de l'économie. Cette thèse de la déconnexion et de la corruption d'une sphère financière autrement bienveillante et utile à l'économie, omniprésente dans les grands médias, que l'on retrouve autant dans les rapports officiels des grandes organisations internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque de règlements internationaux, que chez plusieurs économistes considérés comme critiques tels que Joe Stiglitz et Paul Krugman³, n'est pas celle qui oriente les contributions dans ce numéro. La crise de 2007-2010 apparaît plutôt comme le produit d'une nouvelle structure sociale d'accumulation capitaliste où l'instabilité financière est une caractéristique normale, pas une dérive pathologique ni un accident. En effet, depuis la crise financière mexicaine de 1994, ces événements se succèdent avec une régularité qui ressemble aux crises commerciales qui secouaient le capitalisme libéral du XIX^e siècle. Ces crises marquent plutôt la prégnance de l'accumulation financière centrée sur la liquidité dans le capitalisme actuel et elles révèlent aussi la profondeur de l'enracinement de ces relations économiques et sociales qui soutiennent et nourrissent l'accumulation financière. L'unicité et la spécificité du capital financier hégémonique actuel par rapport à ces formes et incarnations du passé réside spécifiquement dans ces nouvelles assises et dans son rapport à la liquidité financière.

.....
3. Joseph Stiglitz, *Le triomphe de la cupidité*, Paris, Les liens qui libères, 2010 ; Paul Krugman, *Sortez-nous de cette crise maintenant*, Paris, Flammarion, 2012.

Toute crise existe parce qu'elle fait l'objet de représentations sociales et parce qu'elle reçoit des réponses politiques et sociales.

L'empressement avec lequel les autorités des divers États au cœur de cette crise ont pris les mesures politiques nécessaires à la stabilisation et au « sauvetage » de la sphère financière témoigne non seulement de l'importance économique de cette dernière, mais aussi de son hégémonie sociale, politique et culturelle. Tout comme ces mesures de stabilisation, l'élaboration d'une théorie critique du capitalisme avancé fait partie des réponses politiques et sociales à la crise. Si la crise en tant que telle a rapidement fait l'objet d'analyses critiques, si les forces économiques, décisions politiques et processus sociaux qui ont engagé le développement des économies capitalistes avancées dans cette direction font l'objet de débats, mais sont largement comprises, ce sont maintenant les transformations structurelles du capitalisme qui intéressent de plus en plus la recherche. En effet, la financiarisation, d'obscur concept plutôt à la marge, s'est depuis imposé comme problématique majeure en sciences sociales, au point où le mot même risque maintenant d'être vidé de son sens tellement il a pris une extension phénoménale.

Le travail théorique portant sur la genèse, le développement et surtout les structures institutionnelles d'un tel régime remonte aux recherches inaugurales de Robert Boyer et Michel Aglietta, tous deux économistes de l'école de la régulation à la fin des années 1990⁴. Mais depuis 2007, la financiarisation, est devenue un carrefour foisonnant d'analyses où la perspective d'économie politique se croise avec des perspectives plus sociologiques et culturelles, comme en témoigne la récente recension de Costas Lapavistas⁵. À la définition économique de la financiarisation formulée par Epstein en 2006, où celle-ci se présente comme la centralité croissante des processus, acteurs et actifs financiers dans le procès d'accumulation du capitalisme avancé⁶, s'est ajoutée la perspective plus politique de Duménil et Lévy, David Harvey et Maurizio Lazzarato, pour ne sommer qu'eux, pour qui son développement serait indissociable de la mise en place d'un régime d'économie politique et forme de l'État néolibéral⁷. Finalement, son avènement se déploie aussi sous

-
4. Boyer, R. « Is a finance-led growth regime a viable alternative to Fordism? A preliminary analysis », *Economy and Society* vol. 29, n° 1, p. 111-145, 2000; M. Aglietta et R. Breton R., « Financial systems, corporate control and capital accumulation », *Economy and Society*, vol. 30, n° 4, 2001, p. 433-466.
 5. Costas Lapavistas, « Theorizing financialization », *Work Employment Society*, vol. 25, n° 4, 2011, p. 611-624.
 6. G. A. Epstein (dir.), *Financialization and the World Economy*, Northampton Massachusetts, Edward Elgar, 2005; James Crotty, « The Neoliberal Paradox: The Impact of Destructive Product Market Competition and "Modern" Financial Markets on Nonfinancial Corporation Performance in the Neoliberal Era », dans Gerald Epstein (dir.), *op. cit.*
 7. Gérard Duménil et Dominique Lévy, *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2011; David Harvey, *A short History of Neoliberalism*, Londres, Verso, 2005; Maurizio Lazzarato, « Neoliberalism in Action, Inequality, Insecurity and the Reconstitution of the Social », *Theory, Culture & Society*, vol. 26, n° 6, 2009.

la forme d'une économie culturelle pour en faire pour un « fait social total⁸ ». Les contributions réunies ici, bien qu'elle tiennent compte de la diversité de ces conceptions, s'inscrivent pour la plupart dans la perspective d'une financiarisation comprise comme la mise en place d'un régime d'accumulation spécifique. Ce régime a non seulement survécu à la crise de 2007 à 2010, mais comme le soulignent plusieurs contributions, en est ressorti renforcé.

Une crise de grande ampleur manifeste à sa manière les contradictions fondamentales du capitalisme et renouvelle les perspectives de son dépassement comme forme dominante d'organisation des rapports économiques.

La période allant de 2007 à 2012 fut un tournant dans la courte histoire de la financiarisation du capitalisme avancé. De 2008 à 2010, on a pu croire que nous nous engageions réellement dans une nouvelle période de « répression financière » comme ce fut le cas après le crash de 1929. Re-règlementation ou effondrement ! Voilà ce à quoi semblait destinée la finance globalisée. Et, pourtant, dès 2010, soit trois ans après le début de la crise, cette poussée réformiste s'essouffla et fut suivie par le tournant à 180 degrés des politiques économiques vers l'austérité. Soudainement, il fallait non pas mettre au pas une sphère financière déréglée, surpuissante et déstabilisante, mais au contraire mobiliser sa puissance pour imposer des politiques d'austérité sur les États dont les finances publiques avaient été grevées par la récession qui suivit la crise, comme le souligne François Morin⁹. Cette crise fiscale de 2011 – qui couve toujours aujourd'hui – ainsi que les conflits sociaux engendrés par l'austérité réussirent à faire oublier le caractère financier des forces économiques qui sont à l'origine de la pire récession depuis 1930.

La combinaison d'une stabilisation du régime d'accumulation financiarisé et des politiques d'austérité qui renforcèrent le néolibéralisme, particulièrement dans les économies capitalistes avancées, fut par ailleurs le cocktail parfait pour l'émergence de nouvelles contestations sociales, dont Occupy aux États-Unis, les mouvements sociaux anti-austérité en Europe ou le mouvement étudiant de 2012 au Québec. Et, bien que ces mouvements réussirent à relancer le débat sur les questions d'économie politique, que l'anticapitalisme et la question d'une transition vers une économie post-capitaliste s'imposèrent dans nos débats de société le temps de ce souffle de contestation, on peut se questionner sur la force de ce mouvement dans la longue durée. Il faut, quelques années plus tard, constater que les politiques d'austérité, malgré la stagnation et l'inégalité qu'elles engendrent, continuent d'être

8. Voir les interventions réunies dans Olivier Clain et François L'Italien (dir.), *Le capitalisme financiarisé et la crise économique au Québec et au Canada*, Les séminaires Fernand-Dumont, Québec, Nota Bene, 2011.

9. François Morin, *La Grande Saignée*, Montréal, LUX, 2013.

appliquées dans la plupart des sociétés en Europe et en Amérique du Nord, alors que s'essouffle la vague de contestation sociale.

Pour certains, comme Mirowski, et des économistes «libéraux¹⁰» aux États-Unis tels que James Galbraith, Paul Krugman et Dean Baker, ou François Morin de l'autre côté de l'Atlantique, la grande crise de 2007-2010 est donc une crise ratée, dans le sens où elle n'aura pas été le levier si nécessaire à une grande «ré-réglementation» de la finance, à un second «New Deal» ou plus radicalement à une transition postcapitaliste¹¹. Il est peut-être trop tôt cependant pour faire un tel constat négatif, car il se pourrait que les mouvements de contestation sociale du néolibéralisme et de la financiarisation n'aient pas dit leur dernier mot.

Si les effets politiques de la crise ne sont pas aussi radicaux qu'on aurait pu le croire au creux de la crise, les dynamiques socio-économiques identifiées comme typiques de la financiarisation dans la crise sont plus que jamais déterminantes dans le développement du capitalisme avancé. Le présent numéro se donne pour objectif précisément de contribuer à leur compréhension.

Nous avons réuni différentes contributions de sociologues et d'économistes portant sur ces transformations.

L'article de Marc Lavoie, *Crise financière, répartition des revenus et relance par les salaires*, porte directement sur la structure et la dynamique du régime d'accumulation qui menèrent à la crise et qui lui ont largement survécu. Selon Lavoie, dans les économies avancées, la financiarisation se combine à une dynamique de répartition inégale des revenus qui fragilise le rapport salarial et contraint ainsi la plupart des ménages salariés à avoir recours à un endettement croissant pour maintenir un certain niveau de vie, alors qu'une minorité aisée, rémunérée en partie en capital financier, voit ses revenus exploser parce qu'ils s'arriment à la valorisation financière. Si, pour certains économistes, cette répartition inégalitaire des revenus entre profits et salaires est une fatalité économique parce qu'elle prend racine dans des facteurs exogènes aux rapports capital-travail, telles que la technologie ou une nouvelle division du travail, Marc Lavoie souligne qu'elle est une construction historique.

En effet, la «modération salariale», célébrée par Ben Bernanke – ancien dirigeant de la Réserve fédérale américaine – est un phénomène social qui s'enracine dans des politiques néolibérales ainsi que dans le rapport de force dans les milieux de travail entre capitalistes et travailleurs, rapports dont les

10. C'est-à-dire des progressistes du centre.

11. Sur les positions de Baker, Krugman et Galbraith voir Philip Mirowski, *Never let a serious crisis go to waste*, Londres, Verso, 2013, chap. 1.

assises institutionnelles mises en place depuis les années 1980 défavorisent ces derniers. Lavoie montre comment une relance des économies capitalistes avancées tirée par les salaires et visant le plein emploi constitue une alternative aux politiques d'austérité que mènent actuellement les États frappés par la crise. Le travail de Lavoie s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche plus global de type comparatif portant sur les régimes d'accumulation tirés par la finance aux régimes tirés par les exportations entreprises au Bureau international du travail (BIT) avec Eugene Stockhammer¹². Son travail est une contribution importante au développement d'un contre-discours économique sur l'après-crise qui rompt avec le dogme de l'austérité et propose plutôt des politiques économiques expansionnistes. L'article permet aussi d'introduire le lecteur sociologue aux approches postkeynésiennes en économie politique et contribue aussi au renouvellement de l'analyse contemporaine du rapport salarial.

Avec la contribution de François L'Italien, *Financiarisation des organisations et organisations financières. Les logiques de restructuration de la grande corporation dans le capitalisme financiarisé*, notre regard se déplace des salariés vers les entreprises qui les embauchent; le régime d'accumulation financiarisé reconfigure aussi le rôle et le procès de reproduction de ces acteurs clés du capitalisme avancé que sont les grandes corporations monopolistiques. L'Italien nous propose dans un premier temps une synthèse théorique des travaux portant sur les différentes manifestations de la pénétration de la logique financière dans la logique industrielle de ces entreprises, l'impact sur leurs investissements, stratégies, rapport au travail et gestions de revenus d'opération. L'effet cumulatif et systémique de ces impacts se présente comme le développement d'une nouvelle « forme de contrôle » de l'organisation capitaliste typique au régime d'accumulation financiarisé. Pour l'Italien, cette forme se décline en trois logiques financières: une logique d'extraction financière de revenus industriels; une logique de structuration financière interne à l'entreprise sous la forme de diffusion de nouvelles normes de gestion dans l'organisation ainsi que de nouvelle façon de penser la stratégie de développement de l'entreprise, tous deux répondant aux impératifs des acteurs financiers; et finalement une logique d'évaluation des firmes par les marchés financiers selon des critères qui leur sont endogènes plutôt que selon les critères des filières industrielles. Cette évaluation a une capacité de sanction dans la mesure où elle a un impact immédiat sur la valeur des titres de ces entreprises qui circulent dans les marchés financiers.

.....
12. www.ilo.org/travail/whatwedo/publications/WCMS_192507/lang-en/index.htm.

La théorisation de cette nouvelle forme de contrôle à partir de ces logiques permet de repenser le cadre général dans lequel se développent les grandes entreprises dans le capitalisme avancé où la régulation financière assume dès lors une fonction d'unification systémique que Galbraith autrefois assignait à une technostucture industrielle bienveillante. En même temps, l'analyse de L'Italien souligne comment ce qui se présente dans le débat public comme un développement autonome de la sphère financière, consiste en fait en son enracinement dans les structures productives de bases de l'économie productive, ce que L'Italien comprend par le biais du concept de « subordination » financière. On peut aussi retenir de la contribution de François L'Italien un ensemble d'outils pour l'analyse empirique en sociologie de la grande entreprise capitaliste contemporaine qui s'ajoute aux outils plus classiques développés par l'École de la régulation.

Ceux parmi les économistes qui célèbrent la financiarisation – pensons à l'américain Robert Shiller – voient son effet bénéfique dans le développement de ce qu'ils appellent des « innovations financières », ces fameux produits financiers exotiques, dont la fonction théorique est de mieux distribuer les risques économiques dans la société¹³. Ainsi pour Shiller, la crise a pour origine une déficience d'innovation plutôt que sa dérive. L'option, sous la forme d'un produit dérivé dont la circulation financière s'est standardisée depuis les années 1970 tant dans des marchés organisés, comme la bourse de Chicago, que dans les marchés de gré à gré interbancaires, est une de ces innovations qui a connu un taux de croissance spectaculaire. L'option permet de transformer la possibilité de faire dans le futur une transaction sur un actif quelconque : achat ou vente d'une quantité déterminée de céréales, de barils de pétrole, de devises, d'actions d'une entreprise, en un droit aliénable sous la forme d'un titre en circulation. L'option incarne une des dimensions formelles types du capital financier, soit sa réversibilité. En fait, rien n'oblige le détenteur de l'option à l'exercer, il a la possibilité de faire une transaction financière mais non l'obligation. Dans sa circulation, l'option se valorise autant du fait qu'elle peut être exercée que du fait qu'elle offre la possibilité au détenteur de ne pas l'exercer.

Pour Hanin et Bilodeau, auteurs de *La négociation collective à l'ère de la financiarisation*, l'option n'est pas seulement un instrument financier typique d'une économie financiarisée ; elle se présente plutôt comme un paradigme général de construction des relations économiques dans un régime d'accumulation financiarisé où la notion de risque s'affirme comme le cadre interprétatif dominant. En effet, dans ce régime, la reconnaissance du

.....
13. Dans P. Mirowski, *op. cit.*

risque remplace la reconnaissance du conflit comme façon de comprendre et de structurer les relations capital-travail tel que le montre leur étude de cas. Cette étude se situe ainsi dans le prolongement des travaux de Michel Callon sur la performativité des théories et modèles économiques dans la financiarisation, soulignant comment la théorie plutôt ésotérique des options réelles se transfigure chez les acteurs en cadre de construction de leurs relations socio-économiques. Encore là, c'est un phénomène socio-économique qui a pu traverser la crise largement indemne et qui s'affirme toujours comme régulation financière centrale du capitalisme avancé.

Avec la contribution de Marie Langevin, *La mise en forme de l'inclusion financière périphérique. Réactivité et créativité de la microfinance dans son rapport aux crises*, nous quittons le terrain des économies capitalistes avancées du centre, pour aborder le cas de la périphérie. Si les acteurs de la microfinance la présentent comme un outil de développement qui tire les moins nantis de leur marginalité économique, Langevin montre plutôt, à partir de l'étude de cas de la microfinance péruvienne, qu'elle a pour effet d'intégrer ces populations dans des circuits financiarisés. En effet, elle montre comment les circuits de la microfinance sont profondément imbriqués dans la circulation financière capitaliste, et comment les relations financières d'endettement qu'engendre la microfinance ne sont pas qualitativement différentes des relations d'endettement de masse qui se sont diffusées dans les économies du centre. En effet, au centre comme en périphérie, ces relations financières de masse se construisent par des communications publicitaires qui mobilisent des représentations ayant pour thème central l'émancipation économique (le thème de la « liberté » étant au cœur du dispositif publicitaire au centre, alors que c'est l'émancipation par « inclusion » qui s'est imposée dans le cadre de la microfinance en périphérie), tandis qu'en réalité elles résultent en la production de nouvelles relations d'assujettissement financier nouées autour d'une contrainte de paiement de dette qui valident l'accumulation financière basée sur le prélèvement d'intérêts qui peuvent être très élevés.

Cela semble reconduire les mêmes dispositifs de régulation et d'organisation de l'endettement de masse qui se sont développés dans les économies du centre dans le contexte de la financiarisation : la standardisation et la banalisation de l'offre de crédit, la surveillance des endettés par le biais des bureaux de crédit, la centralisation des créances et leur titrisation, l'intégration des institutions financières à vocation locale dans des circuits globalisés, se développent autour de la microfinance et garantissent des taux de rendements sur capital investis aussi élevés qu'au centre dans les années avant la crise. La forme de ce secteur d'activités apparaît dès lors en complète rupture avec le discours de légitimation développementaliste et philanthropique qui

accompagne sa diffusion. Encore une fois, nous sommes face à un phénomène dont la vitesse de diffusion et la croissance n'ont pas été affectées par la crise de 2008.

Éric Pineault, dans *Titres et massification du capital financier dans le cadre de la financiarisation du capitalisme avancé*, reprend le même problème de production de relation financière d'endettement, mais cette fois-ci du point de vue du centre plutôt que de la périphérie. Partant de l'observation que la titrisation demeure après la crise au cœur du régime d'accumulation financiarisé, son analyse porte sur la structure de ce processus comme forme de valorisation de capital par le biais de la production de relations financières de masse. Sur le plan théorique, sa contribution mobilise les concepts de massification et de réification pour comprendre ces phénomènes, catégories qu'il puise dans la théorie critique du capitalisme formulée par Marx et par certains auteurs marxistes, comme Lukacs.

Les deux dernières contributions, respectivement de Louis Gaudreau et d'Olivier Clain, ont une portée plus globale que les autres dans la mesure où leur objet est la dynamique générale du capitalisme comme économie monétaire de production. Gaudreau, dans *Espace, temps et théorie du capital chez Henri Lefebvre et Marx*, examine la contribution de Henri Lefebvre à la compréhension de la dimension spatiale du procès de reproduction du capital, en soulignant le rôle clé que joue la production d'une spatialité *abstraite*. La capacité d'abstraire les conditions de la pratique sociale est au cœur du processus de développement institutionnel de la modernité dont fait partie le capitalisme. Pour Marx, celui-ci se reproduit par la production de travail abstrait à partir de la diversité des pratiques productives concrètes, la domination capitaliste apparaissant dès lors comme cette capacité d'abstraire et faisant de ce procès d'abstraction une source de valeur économique, en réduisant la régulation de l'activité productive à sa seule dimension temporelle, une temporalité homogène, universelle et sérialisée, c'est-à-dire abstraite elle aussi.

Gaudreau montre l'apport à la compréhension de la dynamique capitaliste d'un procès d'abstraction analogue qui prend en charge la production de la spatialité sous la forme, par exemple, de la propriété foncière spécifiquement capitaliste qui génère une rente et des titres liquides permettant la spéculation. L'abstraction spatiale est ainsi à la fois fixation du capital et mise en circulation. À partir de Lefebvre, il faut donc réfléchir le procès d'abstraction capitaliste en termes spatio-temporels plutôt qu'uniquement sous la forme de temps abstrait.

Finalement, la contribution d'Olivier Clain, *L'intensité de variation du taux de plus-value dans la problématique marxienne de la dynamique du taux de profit général*, aborde un problème d'analyse dynamique du capitalisme qui a hanté toute l'histoire de l'économie du capitalisme depuis Marx, soit la question de la baisse tendancielle du taux de profit. Les économistes classiques, et en premier lieu Adam Smith lui-même, ont tous pensé les conditions par lesquelles une économie capitaliste pourrait entrer dans une phase de déclin définitif, c'est-à-dire qui ne serait pas le résultat d'une simple dynamique cyclique relevant de la conjoncture. Ce spectre de la décadence inévitable des économies développées a pris la forme chez Marx d'une interrogation sur les forces économiques qui pourraient engendrer une baisse systématique, irréversible et cumulative du taux de profit chez les capitalistes industriels. L'origine de cette interrogation est cette tendance observée dans le capitalisme classique d'une croissance relative de la quantité de capital investi dans chaque cycle en machines et en instruments de production, par rapport à la quantité pouvant être dépensée comme salaires.

Cette augmentation du rapport entre capital constant par rapport au capital variable était problématique pour le développement à long terme du capitalisme parce que seul l'argent dépensé en capital variable pouvait engendrer une plus-value, source de profit. Et donc, dans la mesure où l'augmentation du ratio capital constant par rapport au capital variable relevait d'une nécessité structurelle au capitalisme, ce mode de production paraissait condamné à terme à un déclin définitif.

On ne peut sous-estimer l'espoir que pouvait susciter chez les critiques du capitalisme sa condamnation par le biais de mécanismes endogènes à son mode de reproduction. Le problème théorique donc de la «baisse tendancielle du taux de profit», que Marx examine dans les notes qui devinrent après sa mort le texte du «livre 3 du *Capital*», est de découvrir les mécanismes économiques qui : 1. produisent cette augmentation du ratio capital constant sur capital variable ; 2. manifestent l'effet de cette augmentation sous la forme d'une baisse du taux de profit. Nous savons que malgré la publication par Engels d'un livre 3 du *Capital* dont la première partie est entièrement consacrée à la baisse tendancielle, Marx n'était pas du tout satisfait de son travail sur cette question.

L'insuffisance de l'exposé du problème dans le livre 3 du *Capital* n'échappa ni à la critique ni aux disciples de Marx, et s'ensuivit un long débat qui a marqué tout le XX^e siècle. Aujourd'hui la question de la baisse tendancielle est au cœur des travaux de l'école dite de la théorie critique de la valeur et elle est aussi présente dans les travaux d'analyse économique de plu-

sieurs chercheurs de l'école du « marxisme politique », où elle explique, par exemple chez McNally¹⁴, la financiarisation comme une réaction des capitalistes au déclin des sources de profit dans la sphère industrielle.

La recherche d'Olivier Clain sur la question de la baisse tendancielle poursuit deux objectifs théoriques. Premièrement, il nous permet de saisir la façon dont Marx a pensé le problème en écartant les ajouts fait par Engels, et ce faisant nous voyons clairement le travail de Marx sur cette question dans divers manuscrits, dont le fameux manuscrit « mathématique » de 1875. Cet apport à l'histoire de la pensée de Marx est décisif. Deuxièmement, constatant l'échec de Marx devant le problème d'une expression formelle de la dynamique de la baisse tendancielle, Clain présente les linéaments d'un modèle cohérent de cette dynamique sous la forme d'une tendance inéluctable de la baisse de la productivité du capital, et ensuite expose les implications pour une théorie du déclin du capitalisme qui découlerait de ce modèle.

L'ensemble de ces contributions témoigne d'un renouveau de l'intérêt sociologique pour les questions d'économie politique. La crise, au final, n'a pas ralenti la dynamique de financiarisation du capitalisme avancé, ni mené à une remise en question du néolibéralisme et des inégalités croissantes qu'il engendre : c'est ce qui rend d'autant plus pertinent et urgent le travail d'analyse critique de ces phénomènes sociaux par les sciences sociales, sociologues, politologues et économistes hétérodoxes. Les différentes contributions rassemblées ici illustrent, nous l'espérons, la diversité des approches théoriques nécessaires à l'analyse de phénomènes aussi complexes ; nous sommes loin du syndrome d'un unique canon analytique qui marqua le développement de la théorie critique du capitalisme pendant certaines périodes du XX^e siècle. Diversité aussi des objets et méthodes pour les aborder, l'analyse critique renoue avec la tradition institutionnaliste inaugurée par un Veblen ou de Baran et Sweezy, marquée par une combinaison des outils quantitatifs et qualitatifs.

En terminant, notons que plusieurs problèmes d'économie politique importants dans l'après-crise et reliés à la financiarisation n'ont pas été abordés dans ce numéro, et pourtant ils l'auraient mérité. Mentionnons seulement à ce titre la question des classes sociales. Tant la façon dont s'est déroulée la mise en œuvre des plans de sauvetage des grandes banques, que la façon dont ont été élaborées les politiques d'austérité et de manière plus générale, le creusement des écarts de richesse entre ceux qui peuvent accumuler des droits sur le capital financier vis-à-vis de ceux qui n'ont que leur salaire comme forme de revenu, ont nourri un discours social sur un clivage de

.....
14. David McNally, *Global Slump*, Oakland, PMO Press, 2011.

classe entre un 1 % et un 99 %, c'est-à-dire entre une figure qui se rapporte à la catégorie sociologique de l'élite et une figure qui se rapporte plutôt à celle de la masse. Ce clivage social dans la financiarisation mériterait une analyse beaucoup plus fine sur le plan sociologique que ce qui circule actuellement dans l'espace public. Même une analyse aussi exhaustive en termes de mesure des inégalités que celle de Thomas Piketty¹⁵ s'avère nettement insuffisante quant à l'élucidation des mécanismes sociaux qui expliquent la production et la reproduction de ce clivage, et plus fondamentalement sa nature sociale même.

.....
15. Thomas Piketty, *Le Capital au 21^e siècle*, Paris, Seuil, 2012.